

LYON, le lundi 13 avril 2026

L'administration pénitentiaire, fidèle à elle-même, continue de déverser des millions d'euros dans une soi-disant lutte contre les projections et les livraisons par drones... avec une efficacité qui frôle le néant, mais toujours avec une communication digne d'un succès industriel.

Sur le terrain, la réalité est beaucoup moins brillante que les tableaux Excel présentés dans les bureaux parisiens : des systèmes incapables de suivre les mises à jour, des dispositifs qui détectent la 4G mais semblent découvrir la 5G comme une technologie extraterrestre, et des brouilleurs qui, dans un élan d'incohérence totale, fonctionnent que lorsqu'un drone est détecté... sauf qu'ils ne détectent pas les drones qu'ils sont censés neutraliser.

Pendant ce temps-là, dans le monde réel, les projections sont quotidiennes, massives, et parfaitement organisées, pendant que les agents, eux, bricolent avec des outils inefficaces et une hiérarchie qui regarde ailleurs.

Et quand, par miracle, un projeteur est interpellé, la suite est tout aussi édifiante : avant même que le compte rendu professionnel soit terminé, l'individu est trop souvent déjà dehors...

À ce stade, il ne s'agit plus d'un problème technique... mais bien d'un déni total de réalité.

L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon le dit clairement : il est temps d'arrêter de prendre les agents et, au passage, les citoyens pour des figurants dans une mauvaise pièce de théâtre.

Installer des volières, des grilles métalliques de la toiture jusqu'au sol, c'est un investissement unique, sans mise à jour, sans maintenance interminable, sans dépendance à des technologies capricieuses, et surtout sans excuses possibles.



Plus de projections, plus de drones, plus de trafic aérien improvisé au-dessus de nos établissements.

Alors la question est simple, presque dérangeante dans sa simplicité : voulons-nous réellement régler le problème, ou préférons-nous continuer à faire semblant, à coups de millions d'euros, pour entretenir l'illusion d'une action efficace ?

À force de jouer les « Jupiter » hors sol, l'administration a oublié une chose essentielle : sur le terrain, les agents, eux, n'ont plus le luxe de faire semblant.

Alors oui, la vraie question est là.

Pour l'UR UFAP UNSA Justice de Lyon

Chiche... ou pas chiche ?

C.ROCHIS, N.CHEKHAD, F.ROUSSET, S.ROYERE